

« Le paysage électoral de l'Est ontarien
et la crise de l'Hôpital Montfort »

par
François-Pierre Gingras
*Département de science politique
Université d'Ottawa*

communication préparée pour
le congrès annuel de
l'Association canadienne de science politique

Ottawa, 31 mai 1998

Ce texte sera développé dans « De Montfort à Queen's Park » (titre provisoire),
chapitre à paraître dans un ouvrage collectif sous la direction de François-Pierre Gingras,
S.O.S. Montfort : témoignages, analyses et documents.

« Le paysage électoral de l'Est ontarien et la crise de l'Hôpital Montfort »

François-Pierre Gingras

On sait que la mobilisation des députés provinciaux en faveur de la survie de l'Hôpital Montfort est principalement venue des banquettes libérales et fut menée par les élus de la région immédiate de l'hôpital menacé.¹ Il convient de regarder le paysage politique de l'Est ontarien pour situer dans son contexte politique régional la mobilisation des députés libéraux en faveur de l'Hôpital Montfort.²

L'Est franco-ontarien, une forteresse libérale ?

L'Est ontarien est une vaste région où, en 1995, demeuraient 884 312 électeurs et électrices répartis entre dix-sept circonscriptions provinciales à l'intérieur d'un triangle plus ou moins délimité par Pembroke, Kingston, le fleuve Saint-Laurent et la rivière des Outaouais. L'électorat s'y est accru de 34% au cours des vingt années précédentes. Contrairement à ce qu'on pense parfois, il ne s'agit pas d'une forteresse libérale provinciale. Le Parti progressiste-conservateur a en effet dominé la scène provinciale dans l'Est ontarien jusqu'à l'élection générale de 1985, où il se faisait dépasser de justesse (en termes de votes, mais non de sièges) par le Parti libéral, comme le montre le tableau 1. Au contraire du reste de la province, l'Est ontarien a résisté en 1990 à la marée néo-démocrate portant au pouvoir le parti de Bob Rae, qui a dû se contenter de quatre des dix-sept sièges de la région³.

Au moment du dépôt du rapport de la Commission de restructuration des services de santé, huit circonscriptions appartenaient aux libéraux et neuf aux progressistes-conservateurs. Aux élections générales de 1995, les libéraux ont été réélus dans Carleton-Est, Cornwall, Ottawa-Est, Ottawa-Sud, Ottawa-Ouest, Prescott-Russell, Renfrew-Nord et ils ont enlevé Ottawa-Centre

¹ Pour une analyse détaillée, voir François-Pierre Gingras, « Le rôle des politiciens franco-ontariens dans l'affaire Montfort », communication au colloque de la recherche sur la francophonie canadienne et acadienne dans le cadre du congrès de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences, Québec, 14 mai 1998.

² Les données statistiques sur lesquelles repose cette communication ont été compilées en partie par Brigitte Diogo grâce à des subventions de recherche accordées à l'auteur par la Faculté des Sciences sociales et l'École des Études supérieures et de la Recherche de l'Université d'Ottawa. Tous les tableaux sont de l'auteur d'après les données du recensement et les résultats publiés par le directeur général des élections de l'Ontario.

³ Les quatre sièges ont été enlevés aux libéraux. Trois de ces quatre victoires se sont produites en milieu rural où les néo-démocrates avaient rarement obtenu mieux qu'une troisième place (Perth, Frontenac-Addington et Prince-Edward-Lennox), ce qui laisse croire qu'il s'agit plus d'un vote de protestation contre l'« arrogance libérale » que d'un appui convaincu. Notons en passant qu'aucune de ces trois circonscriptions ne comptait plus de 3% de francophones. La quatrième circonscription est Ottawa-Centre.

aux néo-démocrates ; pour leur part, les progressistes-conservateurs ont été réélus dans Carleton, Lanark-Renfrew, Leeds-Grenville et Stormont-Dundas-Glengarry & Grenville-Est et ils ont chassé les libéraux de Nepean et Ottawa-Rideau ainsi que les néo-démocrates de Perth, Frontenac-Addington et Prince-Edward-Lennox. Pour simplifier, disons qu'aux élections de 1995 dans l'Est ontarien, on devenait de plus en plus en territoire libéral à mesure qu'on s'approchait de l'Hôpital Montfort.

Parmi les caractéristiques de la région, il faut absolument remarquer la fidélité de l'électorat envers ses députés qui sollicitent un nouveau mandat. De 1975 à 1995, plus de huit fois sur dix, un député sortant briguant à nouveau les suffrages a été réélu, avec le résultat que les trois quarts des victoires lors de chaque scrutin sont allées à des députés qui se sont fait réélire⁴ (tableau 1).

On entend parfois dire que l'électorat francophone de l'Est ontarien et le Parti libéral vivent depuis longtemps une belle histoire d'amour. Il ne faut cependant pas exagérer l'importance des traditions libérales. En effet, aux élections de 1975, les candidats progressistes-conservateurs raflaient dix des dix-sept circonscriptions, n'en laissant que quatre aux libéraux et trois aux néo-démocrates. Des quatre victoires libérales, une seule s'était acquise en territoire où les francophones représentaient une minorité significative : Ottawa-Est ; les autres victoires libérales eurent lieu dans Frontenac-Addington, Perth et Renfrew-Nord, des circonscriptions avec chacune moins de 5% de francophones. Toujours en 1975, les libéraux se classaient seconds dans huit circonscriptions et troisièmes dans cinq autres, y compris dans Cornwall, qui comptait alors 35% de francophones.

Si mariages il y a entre francophones et libéraux, certaines unions sont plus solides que d'autres et toute généralisation est périlleuse. Un examen attentif de trois municipalités suffira à nous en convaincre (tableau 2).

Le cas de Cornwall est intéressant, parce que la population de cette ville était à 35% francophone au recensement de 1976 et que la libérale Madeleine Germain n'y recueillait que 9% des votes en 1975, au plus fort de la domination du néo-démocrate George Samis. Vingt ans plus tard, les francophones n'y représentaient plus que 19% de la population, mais le libéral John Cleary y remportait 60% des suffrages au moment où les progressistes-conservateurs balayaient la province. Le réalignment de Cornwall s'est opéré entre 1981 et 1987, permettant au progressiste-conservateur Luc Guindon de jouir d'un court mandat sans lendemain (1985-87).

De 1977 à 1995, à Hawkesbury où la proportion de francophones demeure presque stable, l'appui aux libéraux provinciaux passe de 40 à 71%, tandis qu'à Vanier, où les francophones constituaient près des deux tiers de la population en 1976 mais n'en formaient même plus la moitié en 1996, le soutien au Parti libéral demeure quand même plutôt constant.

Il faut attendre les élections de 1985 et surtout de 1987 pour parler d'un réalignment général de l'Est ontarien vers les libéraux, avec six députés en 1985 et treize en 1987 (tableau 3).

⁴ Il y a eu redécoupage électoral en 1975, ce qui explique pourquoi nous commençons notre analyse avec les élections générales tenues quelques mois plus tard. Le redécoupage de 1986 n'affecte pas nos résultats de façon significative. Les pourcentages des tableaux se réfèrent aux votes valides seulement, sauf indication contraire.

Six des huit députés libéraux en sont au moins à leur troisième mandat au moment de la crise de l'Hôpital Montfort. Des sept circonscriptions qui comptent plus de 10% de francophones⁵, six se sont donné des députés libéraux aux élections générales de 1995. De ces six circonscriptions, trois sont libérales depuis au moins 1985, deux depuis 1987. Si l'on jette un regard sur les sept élections générales précédentes, on peut évaluer le caractère relativement récent et la stabilité relative des appuis libéraux dans ces circonscriptions (tableau 4).

Les trois circonscriptions de Prescott-Russell, Ottawa-Est et Carleton-Est sont celles où l'on trouve le plus de francophones dans l'Est ontarien. Ce sont aussi celles où demeure la majorité des Franco-Ontariens desservis par l'Hôpital Montfort, établissement situé dans la circonscription de Carleton-Est. Le reste de cette communication veut principalement éclairer la carte partisane de ces circonscriptions où la population franco-ontarienne est la plus importante. Mais il convient de jeter d'abord un coup d'oeil rapide à la circonscription Stormont-Dundas-Glengarry & Grenville-Est, dont le député est le ministre délégué aux Affaires francophones. Nous laissons de côté la circonscription de Cornwall, qui disposait de deux hôpitaux sur son territoire et pour qui la controverse entourant la fermeture de l'Hôpital Montfort se posa en termes beaucoup moins immédiats.

Stormont-Dundas-Glengarry & Grenville-Est

La circonscription toujours essentiellement rurale de Stormont-Dundas-Glengarry & Grenville-Est⁶ fait un peu figure d'exception dans le portrait politique de l'Est franco-ontarien (tableau 5). Malgré, si l'on peut dire, ses 20% de francophones, il s'agit d'une circonscription depuis longtemps fidèle aux progressistes-conservateurs, dont les candidats Osie Villeneuve puis Noble Villeneuve ont récolté en moyenne 52% des votes valides au cours de sept élections générales successives (avec un sommet de 65% en 1995), devançant allègrement les libéraux qui ont dû se contenter en moyenne de 33 % des suffrages (avec un maximum de 38% en 1977). Le taux de participation électorale s'est maintenu légèrement au-dessus de la moyenne provinciale⁷ de 1975 à 1990, glissant de justesse sous cette moyenne en 1995, sans doute en partie parce que tous les observateurs donnaient le député sortant Noble Villeneuve plus fort que jamais. Il a d'ailleurs remporté 65% de l'ensemble des suffrages et une majorité dans presque tous les bureaux de vote. Malgré tout, les candidats libéraux ont toujours récolté au moins le quart des votes exprimés à chacun des sept derniers scrutins généraux, ce qui laisse une portion bien maigre aux néo-démocrates.

⁵ D'après les données du recensement de 1991.

⁶ Le secteur de Grenville-Est a été rattaché en 1986 à la circonscription de Stormont-Dundas-Glengarry.

⁷ Les taux moyens de participation électorale en Ontario ont été les suivants:

années	1975	1977	1981	1985	1987	1990	1995
participation	67,8%	65,6%	58,0%	61,5%	62,7%	64,4%	62,9%

Lors des élections partielles de 1983, le taux de participation dans Stormont-Dundas-Glengarry & Grenville-Est fut de 61%, soit le plus élevé de toutes les élections partielles tenues entre les scrutins généraux de 1981 et 1985.

Originaire de Maxville, Noble Villeneuve perpétue le règne familial depuis son élection partielle en 1983, bien que le candidat libéral Gerry Rosenquist l'ait presque rejoint lors de la marée rouge de 1987. Brièvement ministre sans portefeuille en 1985 dans l'éphémère cabinet de Frank Miller, il est devenu en 1987 critique de l'opposition progressiste-conservatrice en matière d'agriculture, d'alimentation, d'affaires rurales et d'affaires francophones. Le premier ministre Harris l'a d'ailleurs nommé en 1995 ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales ainsi que ministre délégué aux Affaires francophones. Au printemps 1997, la page Internet du député Villeneuve était encore unilingue anglaise et n'avait pas été mise à jour depuis le 2 juillet 1996, malgré une invitation « à revisiter notre site à une date ultérieure »⁸.

Au plus fort de la crise de Montfort, la population des comtés de Stormont, Dundas et Glengarry relèvait du Conseil régional de santé de l'Est de l'Ontario, basé à Cornwall, et elle fréquentait davantage les hôpitaux de Cornwall⁹, Alexandria et Winchester que ceux d'Ottawa, sauf pour les cas très spécialisés. Le ministre Villeneuve n'était guère susceptible de subir de fortes pressions locales pour prendre la défense de l'Hôpital Montfort, un établissement communautaire hors de sa circonscription et francophone par surcroît.

Carleton-Est

La circonscription de Carleton-Est est à peine plus francophone que celle de Stormont-Dundas-Glengarry & Grenville-Est (respectivement 23 et 20%), mais, au contraire de la précédente, 92% de ses bureaux de votes sont urbains. La néo-démocrate Evelyn Gigantes a représenté Carleton-Est de 1975 à 1981, alors qu'elle a dû s'incliner devant le progressiste-conservateur Bob MacQuarrie. Le libéral Gilles Morin a ravi la circonscription en 1985, à la faveur d'une élection provinciale qui a marqué la fin d'un long règne tory au parlement ontarien¹⁰, mais qui s'est aussi caractérisée dans Carleton-Est par la poursuite du fléchissement néo-démocrate amorcé quelques années plus tôt (tableau 6). Gilles Morin a par la suite été constamment réélu avec des majorités confortables. Il ne faut cependant pas perdre de vue que le candidat progressiste-conservateur a réussi à rallier 37% des voix au scrutin de 1995, davantage qu'Evelyn Gigantes n'en a jamais récolté comme députée de Carleton-Est et presque autant qu'en avait recueilli Bob MacQuarrie quand il a été élu en 1981.

Demeurant à Orléans et jouissant d'une bonne visibilité dans sa circonscription, Gilles Morin a eu pour principaux adversaires des anglophones : la néo-démocrate Joan Gullen en 1987 et 1990, les progressistes-conservateurs Bob MacQuarrie en 1985 et Jeff Slater en 1995. Au fil des ans, il a su préserver une part substantielle des suffrages, même lors des vagues néo-

⁸ À l'automne 1997, il y avait enfin une page en français. Au moment de rédiger cette communication, l'adresse est : http://www.ontla.on.ca/pcc/Villeneuve_Fr.htm.

⁹ À la fin d'avril 1997, le Conseil régional de la santé de l'Est de l'Ontario a recommandé la fermeture de l'un des deux hôpitaux de Cornwall et la désignation, en vertu de la Loi de 1986 sur les services en français, de tous les services offerts à l'avenir dans le secteur hospitalier ainsi transformé.

¹⁰ En 1985, le Parti libéral de David Peterson a pris le pouvoir grâce à une alliance avec le Nouveau Parti démocratique. S'ils ont récolté un peu plus de votes populaires que les progressistes-conservateurs (1 377 965 contre 1 343 044), les libéraux ont tout de même obtenu moins de sièges (48 contre 52). Le Parti progressiste-conservateur était au pouvoir depuis 1943.

démocrates et conservatrices qui ont déferlé dans le reste de la province en 1990 et 1995. La perception que son siège n'est pas en danger exerce sans doute une influence sur le taux de participation de ses commettants, qui est depuis 1987 environ 2% inférieur à la moyenne provinciale. Il s'agit d'une circonscription dont l'électorat s'est accru de 20% entre 1975 et 1995, surtout au profit de la communauté anglophone. Notons en parallèle que, de 1987 à 1995, le pourcentage d'appuis recueillis par Gilles Morin a glissé de 64% à 48%, soit une perte d'un quart de son soutien électoral relatif, ce qui est substantiel.

Gilles Morin a été vice-président de l'Assemblée législative, ministre sans portefeuille délégué aux Affaires des personnes âgées, adjoint parlementaire du ministre des Services sociaux et communautaires et du ministre des Collèges et Universités de même que vice-président du Comité plénier de l'Assemblée législative. L'Hôpital Montfort étant situé dans sa circonscription, il était prévisible qu'il s'engage activement dans *S.O.S. Montfort* avec plusieurs confrères du clan libéral. Il a participé à plusieurs rassemblements, tant dans sa circonscription qu'à l'extérieur, pour souligner le rayonnement de l'Hôpital Montfort dans une grande partie de l'Est franco-ontarien auprès des « gens de Vanier, d'Orléans, d'Ottawa et de Prescott-Russell », ainsi qu'il le disait le 20 mars devant les étudiants et étudiantes de la Cité collégiale.

Comme on l'a vu plus haut, c'est naturellement lui qui a mené l'offensive libérale à Queen's Park contre la fermeture de l'Hôpital Montfort, réussissant parfois à embarrasser le ministre Villeneuve. Il a effectué huit des 17 des interventions libérales de quelque importance sur l'affaire Montfort. Se gardant de mettre uniquement les émotions au premier plan, Gilles Morin a fait porter son argumentation sur essentiellement trois fronts : la « logique » pour le Gouvernement de « maintenir un hôpital à l'est de la ville comme il en maintient un dans l'ouest de la ville », la nécessité de « maintenir le seul grand établissement hospitalier en Ontario qui offre ses services aux patients dans la langue de leur choix »¹¹, l'importance de sauvegarder les programmes de formation dispensés en français par l'Université d'Ottawa dans un milieu francophone comme celui de l'Hôpital Montfort. Le 5 mars, il a déposé à l'Assemblée législative la première d'une série de pétitions signées par 132 000 personnes réclamant la survie de Montfort. Il déclara à une autre occasion : « The citizens of this province are uniting across party and linguistic lines to implore the government to save the Montfort Hospital. » Conscient de l'importance de son électorat anglophone, il a plusieurs fois incorporé des passages en anglais dans ses interventions publiques en faveur de l'Hôpital Montfort.

Ottawa-Est

Autant Stormont-Dundas-Glengarry & Grenville-Est est progressiste-conservateur, autant Ottawa-Est est libéral. Pendant de longues années, le député Albert Roy s'est distingué à Queen's Park comme un des ténors des revendications franco-ontariennes. En 1978, il déposa un projet de loi garantissant des services gouvernementaux en français ; le premier ministre Bill Davis le fit rejeter en assurant que

les intérêts des Franco-Ontariens sont mieux protégés par une politique d'accroissement graduel des services que par une déclaration symbolique de bilinguisme qui créerait de l'amertume.

¹¹ Discours à l'aréna d'Embrun, 12 mars 1997.

Quand Bernard Grandmaître fut élu député libéral d'Ottawa-Est lors d'élections partielles en 1984, il n'en était pas à ses premières armes en politique. Avant son élection à l'Assemblée législative, Bernard Grandmaître avait été maire de la ville de Vanier et président de la Chambre de commerce de Vanier. Comme son prédécesseur, il s'accapare facilement de plus de la moitié des suffrages exprimés (tableau 7). La circonscription d'Ottawa-Est constitue en effet une forteresse libérale en milieu urbain, ce qui explique en partie la faible participation populaire aux scrutins : seulement entre 48 et 56% de l'électorat y exerce son droit de vote. Lors de l'élection partielle de 1984, seulement 28% des électeurs et électrices se sont déplacés.

Arrivé à Queen's Park comme député d'une circonscription francophone à 37%, Bernard Grandmaître a occupé les fonctions de ministre des Affaires municipales, de ministre du Revenu et de ministre délégué aux Affaires francophones. On salue en lui le « père de la Loi 8 », la *Loi de 1986 sur les services en français* adoptée par le gouvernement du premier ministre David Peterson. Depuis 1995 critique de l'Opposition en matière d'affaires francophones, Bernard Grandmaître n'a pas manqué de saisir l'occasion que représentait l'affaire Montfort pour attaquer sans relâche son adversaire de golf Mike Harris¹², en lui rappelant que « le problème a commencé quand vous avez jugé qu'une représentation francophone au sein de la Commission de restructuration des services de santé n'était pas nécessaire »¹³.

Il est vrai qu'au sein de la circonscription d'Ottawa-Est, la ville de Vanier accorde à ses députés libéraux un appui remarquable (entre 73 et 83%), comme on l'a vu au tableau 2, malgré que la proportion de francophones ait diminué du quart entre 1976 et 1991 et que le nombre total d'électeurs ait légèrement décliné. Coïncidence ou non, depuis 1987, Bernard Grandmaître a aussi perdu près du quart de ses appuis dans l'ensemble d'Ottawa-Est ; le déclin s'est fait surtout sentir dans la partie de la circonscription située à l'extérieur de Vanier, là où la machine du clan Grandmaître exerce moins d'influence. Il a obtenu en 1995 le plus faible appui accordé en vingt ans à un candidat libéral dans Ottawa-Est.

Son siège n'est pas encore menacé, mais les nouveaux électeurs anglophones semblent plus volatiles. Faut-il y voir une explication du fait qu'il n'a pas joué un rôle de premier plan à l'Assemblée législative dans le dossier Montfort ? Il est vrai qu'en mars et avril, ses deux interventions en chambre en faveur de l'Hôpital Montfort ont été remarquées, mais celle du mois d'août est tombée à plat, comme on l'a vu, quand le ministre Villeneuve lui a répliqué en se targuant de l'appui du ministre fédéral Don Boudria et du premier ministre Jean Chrétien au scénario final retenu par la Commission Sinclair.

Prescott et Russell

La circonscription de Prescott-Russell a eu une histoire politique plus mouvementée que les deux précédentes. Fief progressiste-conservateur de J. Albert Bélanger, qui donnait comme profession « politicien » jusqu'à sa défaite aux mains du libéral Don Boudria en 1981, elle n'a pour ainsi dire connu que des candidats francophones au cours des vingt-cinq dernières années. Environ 60% de la population de la circonscription de Prescott-Russell est francophone, ce qui en fait la plus

¹² Leurs chalets d'été sont voisins et leur partie de golf annuelle est sacrée, a-t-il confié à l'auteur.

¹³ Discours prononcé à Ottawa à l'occasion d'un rassemblement populaire, 16 avril 1997.

franco-ontarienne de l'Est et donc de tout l'Ontario. Comme son nom l'indique, la circonscription regroupe deux entités bien définies. Ainsi, tandis que la population de la partie est (l'ancien comté de Prescott) est desservie par l'Hôpital Général de Hawkesbury, la partie est (l'ex-comté de Russell) compte plutôt sur l'Hôpital Montfort pour ses soins de santé. Un communiqué du bureau de Jean-Marc Lalonde, daté du 25 février 1997, soutient que « la population de Prescott et Russell représente plus de 50% de la clientèle de l'Hôpital Montfort ». Toutes les pétitions déposées à l'Assemblée législative soulignaient d'ailleurs que « le comté de Russell n'a pas d'hôpital ».

Depuis 1981, les libéraux dominent aussi bien à Hawkesbury qu'à Rockland. D'abord élu lors d'une élection partielle en 1984, le libéral Jean Poirier a même réussi le tour de force de récolter 76% des votes exprimés au scrutin général de 1987. En 1990, il a résisté à l'offensive néo-démocrate en recueillant malgré tout près des deux tiers des votes (tableau 8). Cependant, les libéraux ont perdu le quart de leurs appuis depuis 1987. La participation populaire, quant à elle, glisse sans cesse depuis 1975, passant de 63 à 57%, avec un creux de 38% lors des élections partielles de 1984. Le caractère rural de la circonscription s'affirme aussi de moins en moins : il était de 84% en 1975 et seulement de 57% en 1995, ce qui s'explique par l'accroissement de la population de 97% en vingt ans. On pourrait d'ailleurs voir un lien entre ces trois variables. Les nouveaux électeurs, plus urbanisés et souvent anglophones, sont plus volatiles.

Le député actuel est très ancré dans son milieu. Sa fiche de route nous apprend qu'avant son élection à l'Assemblée législative en 1995, Jean-Marc Lalonde a occupé des fonctions au sein d'une administration municipale pendant 25 ans dont celle de maire de Rockland pendant 15 ans. Il a été directeur de l'Association des municipalités de l'Ontario, vice-président et membre fondateur de l'Association des municipalités francophones de l'Ontario. En rapport avec l'affaire Montfort, le député Lalonde a vigoureusement défendu l'idée que « la Commission a fait erreur concernant les données de la clientèle francophone de Montfort et qu'elle n'a pas considéré l'apport de Montfort au sein de toutes les communautés francophones de la province »¹⁴. Il s'est aussi illustré par ses dénonciations du processus de restructuration des services de santé :

Je ne sais vraiment plus qui croire. D'un côté nous avons le ministre des Affaires francophones Noble Villeneuve qui refuse de s'impliquer parce que la Commission est apolitique et de l'autre côté il y a Mike Harris qui influence la Commission avec des commentaires en faveur de la fermeture de Montfort. Il est de plus en plus évident que le premier ministre est celui qui tire les ficelles et que la Commission est en fait un outil politique qui permet au gouvernement Harris de prendre des décisions et procéder à des coupes sans en assumer les responsabilités¹⁵.

Jean-Marc Lalonde a mobilisé beaucoup d'énergies en faveur de l'Hôpital Montfort, dès la première heure comme on l'a vu plus haut, en s'assurant d'une action concertée. Il fut aussi le dernier à faire une intervention significative à l'Assemblée législative, le 23 septembre, en décrivant avec passion comme une dame Martin de Rockland et une dame Labrèche de Clarence Creek auraient probablement perdu la vie si elles avaient dû être transportées à l'urgence de l'Hôpital Général plutôt que de Montfort.

¹⁴ Discours à l'Assemblée législative, 2 avril 1997.

¹⁵ Communiqué émis le 11 avril 1997.

Un état de siège

On retiendra de ce tour d'horizon du paysage politique de l'Est ontarien que la région n'est pas, dans son ensemble, une forteresse libérale. En effet, le caractère politique dominant est bien plus celui de la fidélité aux députés sortants, qu'aux députés d'un parti en particulier. D'autre part, les acquis libéraux sont assez récents dans leur ensemble et notamment dans les circonscriptions où la proportion de francophones est la plus élevée. Un acquis récent, même d'une ampleur exceptionnelle, demeure relativement fragile. Dans les trois circonscriptions où les francophones sont les plus nombreux, Carleton-Est, Ottawa-Est et Prescott-Russell, il est vrai que les députés libéraux bénéficient depuis quelques années de marges considérables. Mais elles ont atteint leur sommet en 1987, lors d'une vague libérale provinciale, et ne cessent de rétrécir depuis. Dans les trois circonscriptions, c'est une perte d'environ un quart des appuis qui s'est manifestée, au cours d'une période où la proportion d'anglophones, au contraire, s'est accrue. C'est dans ce contexte d'état de siège qu'il faut apprécier les interventions des députés Grandmaître, Lalonde et Morin dans le débat sur l'avenir de l'Hôpital Montfort.

Tableau 1
Les partis dominants dans l'Est ontarien,
17 circonscriptions, 1975-1995

élections générales	1975	1977	1981	1985	1987	1990	1995
parti avec le plus grand nombre de votes dans la région	PC	PC	PC	Libéral	Libéral	Libéral	PC
% des voix	41%	43%	47%	42%	52%	40%	43%
nombre de sièges	10	10	10	6	13	9	9
second parti en % de votes dans la région	Libéral	Libéral	Libéral	PC	PC	NPD	Libéral
% des voix	34%	34%	37%	41%	28%	28%	39%
nombre de sièges	4	4	5	10	4	4	8
nombre de députés sortants parmi les candidats	16	15	16	15	13	15	16
(réélus parmi eux)	(14)	(15)	(14)	(13)	(10)	(12)	(10)

Note: certains députés « sortants » ont été élus une première fois lors d'élections partielles. Le tableau tient compte du redécoupage électoral de 1986.

Tableau 2
Population francophone et vote libéral dans trois municipalités est-ontariennes,
1976-1995

années d'élection♦ ou de recensement®	1976® 1977♦	1981♦®	1985♦	1987♦	1990♦ 1991®	1995♦
Cornwall:						
% francophone	35%	29%			19%	
% libéral	10%	24%	30%	40%	47%	60%
Hawkesbury:						
% francophone	85%	79%			80%	
% libéral	40%	57%	63%	76%	71%	71%
Vanier:						
% francophone	64%	49%			47%	
% libéral	76%	78%	77%	83%	73%	74%

Tableau 3
Répartition des sièges provinciaux dans l'est ontarien, 1975-1995

années	1975	1977	1981	1985	1987	1990	1995
députés libéraux	4	4	5	6	13	9	8
députés PC	10	10	10	10	4	4	9
députés NPD	3	3	2	1	0	4	0

Tableau 4
Poids des francophones et victoires libérales dans l'Est franco-ontarien, 1975-1995

circonscriptions	Prescott-Russell	Ottawa-Est	Carleton-Est	Stormont-Dundas-Glengarry & Grenville-Est	Cornwall	Ottawa-Sud	Ottawa-Centre
% francophones	60%	37%	23%	20%	19%	15	11
victoires libérales	1975 1977 1981 1985 1987 1990 1995	1975 1977 1981 1985 1987 1990 1995	1985 1987 1990 1995		1987 1990 1995	1987 1990 1995	1987 1995

Tableau 5
Stormont-Dundas-Glengarry & Grenville-Est

élections	1975	1977	1981	1985	1987	1990	1995
député élu	PC	PC	PC	PC	PC	PC	PC
% libéral	34%	38%	36%	32%	36%	29%	26%
% PC	53%	49%	55%	60%	38%	41%	65%
% NPD	14%	13%	8%	8%	8%	18%	8%
participation	69%	68%	66%	62%	67%	66%	62%

Tableau 6
Carleton-Est

élections	1975	1977	1981	1985	1987	1990	1995
député élu	NPD	NPD	PC	Libéral	Libéral	Libéral	Libéral
% libéral	35%	32%	34%	48%	64%	54%	48%
% PC	29%	33%	38%	34%	14%	14%	37%
% NPD	36%	35%	28%	18%	19%	28%	13%
participation	67%	65%	59%	58%	61%	64%	60%

Tableau 7
Ottawa-Est

élections	1975	1977	1981	1985	1987	1990	1995
député élu	Libéral	Libéral	Libéral	Libéral	Libéral	Libéral	Libéral
% libéral	61%	67%	69%	68%	74%	62%	57%
% PC	20%	15%	21%	11%	10%	8%	21%
% NPD	19%	15%	9%	19%	16%	24%	19%
participation	53%	52%	49%	49%	53%	55%	53%

Tableau 8
Prescott-Russell

élections	1975	1977	1981	1985	1987	1990	1995
député élu	PC	PC	Libéral	Libéral	Libéral	Libéral	Libéral
% libéral	36%	37%	56%	58%	76%	65%	56%
% PC	44%	49%	37%	34%	12%	7%	31%
% NPD	30%	15%	7%	8%	13%	24%	10%
participation	69%	63%	61%	60%	60%	59%	57%

